

TABLEAU RECAPITULATIF DE L'ETAT ACTUEL DU DROIT CONVENTIONNEL EN MATIERE DE LEGALISATION

Ce tableau concerne les documents établis par une autorité française qui doivent être présentés à l'étranger ainsi que les documents établis par une autorité étrangère qui doivent être présentés en France.

A = APOSTILLE (cf. annexe 1)

L = LEGALISATION

- I. ACTES DE L'ETAT CIVIL (acte de naissance, mariage, décès ou reconnaissance)**
- II. ACTES JUDICIAIRES OU EXTRA-JUDICIAIRES (K-bis, jugements...)**
- III. AFFIDAVITS, DECLARATIONS ECRITES ET DOCUMENTS ENREGISTRES OU DEPOSES DANS LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES**
- IV. ACTES NOTARIES (copies d'actes en minute ou en brevet, actes authentiques)**
- V. ACTES ADMINISTRATIFS (diplômes, casiers judiciaires, certificats de nationalité...)**
- VI. CERTIFICATS DE VIE DES RENTIERS VIAGERS**
- VII. CERTIFICATS DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE**
- VIII. DOCUMENTS ETABLIS OU CERTIFIES PAR LES AGENTS DIPLOMATIQUES OU CONSULAIRES**
- IX. ACTES SOUS SEING PRIVE SUR LESQUELS UNE MENTION OFFICIELLE EST APPOSEE (certification matérielle de signature)**

D = DISPENSE

- (a) ✳ Dispense prévue par une Convention bilatérale (cf. annexe 3)
- (b) ✳ Dispense prévue par la Convention de la Commission Internationale de l'Etat Civil du 26 septembre 1957 - parution au J.O. du 2 septembre 1959 (Etats parties : cf. annexe 4)
- (c) ✳ Dispense prévue par la Convention de la Commission Internationale de l'Etat Civil du 15 septembre 1977 - parution au J.O. du 1^{er} août 1982 (Etats parties : cf. annexe 5)
- (d) ✳ Dispense prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 7 juin 1968. Cette convention s'applique aux actes établis par les agents diplomatiques ou consulaires d'un état contractant (exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat) et qui doivent être produits sur le territoire d'un autre Etat contractant ou devant les agents diplomatiques ou consulaires d'un autre Etat contractant (exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat). (Etats parties : cf. annexe 2)
- (e) ✳ Dispense prévue par la Convention des Communautés Européennes du 25 mai 1987. Cette convention s'applique aux actes établis sur le territoire d'un Etat contractant ou par les agents diplomatiques ou consulaires d'un Etat contractant (exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat) et qui doivent être produits sur le territoire d'un autre Etat contractant ou devant les agents diplomatiques ou consulaires d'un autre Etat contractant (exerçant leurs fonctions sur le territoire de tout Etat). (Etats parties : cf. annexe 6)
- (f) ✳ Dispense de légalisation et d'apostille prévue par la Convention de la Commission Internationale de l'Etat Civil du 8 septembre 1976) pour les extraits plurilingues d'actes d'état civil. Apostille pour les actes uniquement en français (colonne 1).
- (g) ✳ Dispense prévue par le Règlement (UE) 2016/1191 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 6 juillet 2016, visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne et modifiant le règlement (UE) 1024/2012 - parution au J.O. de l'U.E. n° L 200 du 26 juillet 2016 - entrée en vigueur le 16 février 2019 (Etats parties : tous les Etats membres).

- (1) ☞ **Légalisation** pour les documents établis par une administration ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière (ex : certificat sanitaire, attestation de libre vente, certificat de non-radioactivité ...) ; **apostille pour les autres documents**.
- (2) ☞ **Légalisation** pour les documents établis par une administration ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière (ex : certificat sanitaire, attestation de libre vente, certificat de non-radioactivité...) ; **dispense** de légalisation pour les actes publics se rapportant à la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le nom, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le divorce, la séparation de corps ou l'annulation du mariage, le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), la dissolution d'un partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré, la filiation, l'adoption, le domicile et/ou la résidence, la nationalité, l'absence de casier judiciaire et le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre (g) ; **apostille pour les autres documents**.
- (3) ☞ **Légalisation** pour les documents établis par une administration ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière (ex : certificat sanitaire, attestation de libre vente, certificat de non-radioactivité...) ; **dispense** de légalisation pour les actes publics se rapportant à la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le nom, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le divorce, la séparation de corps ou l'annulation du mariage, le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), la dissolution d'un partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré, la filiation, l'adoption, le domicile et/ou la résidence, la nationalité, l'absence de casier judiciaire et le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre (g) ; **dispense** de légalisation pour les documents ayant trait à la protection des mineurs (a) ; **apostille pour les autres documents**.
- (4) ☞ **Légalisation** pour les documents dressés par les auxiliaires de justice et officiers publics (greffiers, huissiers de justice, avocats, avoués, commissaires-priseurs, notaires etc...) ; **dispense** de légalisation pour les expéditions de décisions judiciaires et pour les autres documents.
- (5) ☞ **Dispense** de légalisation pour les actes se rapportant à l'état civil, à la capacité ou à la situation familiale des personnes physiques, à leur nationalité, à leur domicile et résidence, et tous autres actes et documents lorsqu'ils sont produits en vue de la célébration du mariage ou de l'établissement d'un acte d'état civil (c) ; **apostille pour les autres documents**.
- (6) ☞ **Dispense ou légalisation**, en fonction de la nature propre des actes. Il convient de se reporter à la catégorie correspondante dans les autres colonnes du tableau.
- (7) ☞ **Dispense** de légalisation pour les actes publics se rapportant à la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le nom, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le divorce, la séparation de corps ou l'annulation du mariage, le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), la dissolution d'un partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré, la filiation, l'adoption, le domicile et/ou la résidence, la nationalité, l'absence de casier judiciaire et le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre (g) ; **dispense** de légalisation pour les actes publics et les actes sous seing privé revêtus d'une certification matérielle de signature produits dans le cadre de procédures judiciaires en matière civile et commerciale, à l'exclusion des décisions relatives à la faillite, au concordat et au règlement judiciaire (a) ; **apostille pour les autres documents**.
- (8) ☞ **Dispense** de légalisation pour les actes publics se rapportant à la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le nom, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le divorce, la séparation de corps ou l'annulation du mariage, le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), la dissolution d'un partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré, la filiation, l'adoption, le domicile et/ou la résidence, la nationalité, l'absence de casier judiciaire et le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre (g) ; **dispense** de légalisation pour les documents ayant trait à la protection des mineurs (a) ; **apostille pour les autres documents**.
- (9) ☞ **Légalisation** pour les documents établis par une administration ayant trait directement à une opération commerciale ou douanière (ex : certificat sanitaire, attestation de libre vente, certificat de non-radioactivité...) ; **dispense** de légalisation pour les actes se rapportant à l'état civil, à la capacité ou à la situation familiale des

personnes physiques, à leur nationalité, à leur domicile et résidence, et tous autres actes et documents lorsqu'ils sont produits en vue de la célébration du mariage ou de l'établissement d'un acte d'état civil (c) ; **apostille pour les autres documents**.

(10)☞ **Dispense** de légalisation pour les actes publics se rapportant à la naissance, le fait d'être en vie, le décès, le nom, le mariage (y compris la capacité à mariage et la situation matrimoniale), le divorce, la séparation de corps ou l'annulation du mariage, le partenariat enregistré (y compris la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré), la dissolution d'un partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré, la filiation, l'adoption, le domicile et/ou la résidence, la nationalité, l'absence de casier judiciaire et le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre (g) ; **apostille pour les autres documents**.

(11)☞ **Dispense** de légalisation pour les actes judiciaires ou extra-judiciaires produits dans le cadre de procédures d'entraide judiciaire (cf. (a) accords bilatéraux) ; **légalisation pour les autres documents**.

(***)☞ Pour territoires dépendants : voir tableau séparé.

| | I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX |
|-------------------------------|----------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|------------|-------------|-----------|
| AFGHANISTAN | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| AFRIQUE DU SUD | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ALBANIE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ALGERIE | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | (6) | L |
| ALLEMAGNE | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Dd | Da |
| ANDORRE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ANGOLA | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| ANTIGUA ET BARBUDA | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ARABIE SAOUDITE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ARGENTINE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ARMENIE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| AUSTRALIE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| AUTRICHE | Dc | (7) | (7) | (7) | (2) | Dg | (7) | Dd | (7) |
| AZERBAIDJAN | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| BAHAMAS | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| BAHREIN | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| BANGLADESH | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| BARBADE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| BELGIQUE | De | De | De | De | De | De | De | De | De |
| BELIZE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| BENIN | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| BHOUTAN | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| BIELORUSSIE (BELARUS) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| BIRMANIE (MYANMAR) | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| BOLIVIE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| BOSNIE HERZEGOVINE | Da | Da | Da | A | Da | A | A | L | Da |
| BOTSWANA | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| BRESIL | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | L | Da |
| BRUNEI | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| BULGARIE | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | (6) | Da |
| BURKINA (BURKINA FASO) | Da | Da | Da | Da | L | Da | L | (6) | L |
| BURUNDI | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |

| | I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX |
|------------------------|--|------|------|------|-----|----|-----|------|------|
| CAMBODGE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| CAMEROUN | Da | Da | Da | Da | L | Da | L | (6) | L |
| CANADA | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| CAP-VERT | Df | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| CENTRAFICAINE (REP.) | Da | Da | Da | Da | L | Da | L | (6) | L |
| CHILI | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| CHINE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| CHYPRE | Dg | (10) | (10) | (10) | (2) | Dg | A | Dd | (10) |
| COLOMBIE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| COMORES | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| CONGO (BRAZZAVILLE) | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| CONGO (RÉP. DÉMOCRAT.) | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| COREE DU NORD | LEGALISATION SANS RELATIONS DIPLOMATIQUES | | | | | | | | |
| COREE DU SUD | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| COSTA RICA | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| COTE D'IVOIRE | Da | Da | Da | Da | L | Da | L | (6) | L |
| CROATIE | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| CUBA | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| DANEMARK (***) | De | De | De | De | De | De | De | De | De |
| DJIBOUTI | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | L | Da |
| DOMINICAINE (REP.) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| DOMINIQUE (LA) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| EGYPTE | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| EMIRATS ARABES UNIS | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| EQUATEUR | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ERYTHREE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| ESPAGNE | Dc | (10) | (10) | (10) | (2) | Dg | A | Dd | (10) |
| ESTONIE | De | De | De | De | De | De | De | De | De |
| ETATS-UNIS (***) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ETHIOPIE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| FIDJI | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| FINLANDE | Dg | (10) | (10) | (10) | (2) | Dg | A | (6) | (10) |
| GABON | L | Da | Da | Da | L | Da | L | (6) | L |
| GAMBIE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| GEORGIE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |

| | I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX |
|--------------------|--|------|------|------|-----|----|-----|------|------|
| GHANA | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| GRECE | Dc | (10) | (10) | (10) | (2) | Dg | A | Dd | (10) |
| GRENADE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| GUATEMALA | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| GUINEE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| GUINEE BISSAO | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| GUINEE EQUATORIALE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| GUYANA | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| HAITI | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| HONDURAS | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| HONGRIE | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| INDE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| INDONÉSIE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| IRAN | LEGALISATION SOUS EMBARGO MILITAIRE | | | | | | | | |
| IRAQ (IRAK) | LEGALISATION SOUS EMBARGO MILITAIRE (Secteur privé) | | | | | | | | |
| IRLANDE | De | De | De | De | De | De | De | De | De |
| ISLANDE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ISRAEL | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ITALIE | De | De | De | De | De | De | De | De | De |
| JAMAÏQUE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| JAPON | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| JORDANIE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| KAZAKHSTAN | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| KENYA | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| KIRGHISISTAN | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| KIRIBATI | Da | Da | Da | L | L | L | Da | L | L |
| KOSOVO | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| KOWEÏT | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| LAOS | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| LESOTHO | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| LETTONIE | De | De | De | De | De | De | De | De | De |
| LIBAN | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| LIBERIA | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| LIBYE | LEGALISATION SOUS EMBARGO MILITAIRE ET FINANCIER PARTIEL | | | | | | | | |

| | I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX |
|-------------------------------|----------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|------------|-------------|-----------|
| LIECHTENSTEIN | A | A | A | A | (1) | A | A | Dd | A |
| LITUANIE | Df | (10) | (10) | (10) | (2) | Dg | A | (6) | (10) |
| LUXEMBOURG | Dc | (10) | (10) | (10) | (2) | Dg | A | Dd | (10) |
| MACEDOINE DU NORD | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| MADAGASCAR | Da | Da | Da | Da | L | Da | L | (6) | L |
| MALAISIE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| MALAWI | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| MALDIVES | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| MALI | Da | Da | Da | Da | L | Da | L | (6) | L |
| MALTE | Dg | (10) | (10) | (10) | (2) | Dg | A | (6) | (10) |
| MAROC | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| MARSHALL (ILES) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| MAURICE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| MAURITANIE | Da | Da | Da | Da | L | Da | L | (6) | L |
| MEXIQUE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| MICRONESIE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| MOLDAVIE | Df | A | A | A | (1) | A | A | Dd | A |
| MONACO | Da | Da | Da | Da | (1) | Da | A | (6) | A |
| MONGOLIE | A | Da | A | A | (1) | A | A | L | A |
| MONTENEGRO | Da | Da | Da | A | Da | A | A | L | Da |
| MOZAMBIQUE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| NAMIBIE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| NAURU | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| NEPAL | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| NICARAGUA | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| NIGER | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| NIGERIA | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| NORVEGE | A | A | A | A | (1) | A | A | Dd | A |
| NOUVELLE ZELANDE (***) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| OMAN | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| OUGANDA | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| OUBKISTAN | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| PAKISTAN | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| PALAU | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| PANAMA | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| PAPOUASIE NLE GUINEE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |

| | I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX |
|----------------------------------|----|------|------|------|-----|----|-----|------|------|
| PARAGUAY | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| PAYS-BAS (***) | Dc | (10) | (10) | (10) | (2) | Dg | A | Dd | (10) |
| PEROU | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| PHILIPPINES | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| POLOGNE | Dc | (10) | (10) | (10) | (2) | Dg | A | Dd | (10) |
| PORTUGAL (***) | Dc | (8) | (8) | (8) | (3) | Dg | (8) | Dd | (8) |
| QATAR | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| ROUMANIE | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| ROYAUME-UNI (***) | Da | Da | Da | A | (1) | A | Da | Dd | A |
| RUSSIE (FEDERAT ^o DE) | A | A | A | A | (1) | A | A | Dd | A |
| RWANDA | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| SAINT-CHRISTOPHE ET NIEVES | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SAINTE LUCIE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SAINT-MARIN | Da | Da | Da | Da | (1) | Da | A | (6) | A |
| SAINT-SIEGE (VATICAN) | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SALOMON | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| SALVADOR | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SAMOA OCCIDENTALES | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SAO-TOME-ET-PRINCIPE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SENEGAL | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | (6) | A |
| SERBIE | Da | Da | Da | A | Da | A | A | L | Da |
| SEYCHELLES | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SIERRA LEONE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| SINGAPOUR | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SLOVAQUIE | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| SLOVENIE | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| SOMALIE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| SOUDAN | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| SOUDAN DU SUD | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| SRI LANKA | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| SUEDE | Dg | (10) | (10) | (10) | (2) | Dg | A | Dd | (10) |
| SUISSE | Db | A | A | A | (1) | A | A | Dd | A |
| SURINAME (SURINAM) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |

| | I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX |
|--------------------------|---|------|-----|-----|-----|----|-----|------|----|
| SWAZILAND | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SYRIE | LEGALISATION SOUS EMBARGO COMMERCIAL ET MILITAIRE | | | | | | | | |
| TADJIKISTAN | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| TAIWAN | LEGALISATION SANS RELATIONS DIPLOMATIQUES | | | | | | | | |
| TANZANIE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| TCHAD | Da | Da | Da | Da | L | Da | L | (6) | L |
| TCHEQUE (REP.) | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| TIMOR ORIENTAL | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| THAILANDE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| TOGO | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da | Da |
| TONGA | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| TRINITE ET TOBAGO | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| TUNISIE | Da | A | A | A | Da | Da | Da | (6) | Da |
| TURKMENISTAN | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| TURQUIE | Dc | (5) | (5) | (5) | (9) | A | A | Dd | A |
| TUVALU | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| UKRAINE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| URUGUAY | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| VANUATU | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| VENEZUELA | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| VIETNAM | Da | (11) | Da | L | L | L | L | L | L |
| YEMEN | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| ZAMBIE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| ZIMBABWE | L | L | L | L | L | L | L | L | L |

***** TERRITOIRES DEPENDANTS**

| | I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX |
|--|----------------------------|-----------|------------|-----------|----------|-----------|------------|-------------|-----------|
| ANGUILLA (R.U) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| ANTILLES NEERLAND. | Db | A | A | A | (1) | A | A | Dd | A |
| ARUBA (PAYS-BAS) | Db | A | A | A | (1) | A | A | Dd | A |
| BERMUDES (R.U) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| BONAIRE | CF. ANTILLES NEERLANDAISES | | | | | | | | |
| CAYMAN (ILES) (R.U) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| COOK (ILES) (NLE ZEL.) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| CURACAO | CF. ANTILLES NEERLANDAISES | | | | | | | | |
| FALKLAND (ILES) (R.U) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| FEROE (ILES) (DANEMARK) | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| GEORGIE DU SUD (ILE) RU | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| GIBRALTAR (R.U) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| GROENLAND (DANEMARK) | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| GUAM (E.U) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| GUERNESEY (R.U) | Da | Da | Da | A | (1) | A | Da | Dd | A |
| HONG-KONG (CHINE) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| JERSEY (R.U) | Da | Da | Da | A | (1) | A | Da | Dd | A |
| MACAO (CHINE) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| MAN (ILE DE) (R.U) | Da | Da | Da | A | (1) | A | Da | Dd | A |
| MARIANNES DU NORD (E U) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| MONSERRAT (R.U) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| NIUE (NLE ZELANDE) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| PITCAIRN (ILE) (R.U) | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| PORTO-RICO (E.U) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SABA | CF. ANTILLES NEERLANDAISES | | | | | | | | |
| SAINT-EUSTACHE | CF. ANTILLES NEERLANDAISES | | | | | | | | |
| SAINT-MARTIN | CF. ANTILLES NEERLANDAISES | | | | | | | | |
| SAINTE-HELENE (R.U) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| SAMOA AMERICAINES | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| TERRIT. ANTARCTIQUE BRITANNIQUE | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |

| | | | | | | | | | |
|--|---|---|---|---|-----|---|---|---|---|
| TOKELAU (ILES) NLE ZEL. | L | L | L | L | L | L | L | L | L |
| TURQUES & CAIQUES (ILES) RU | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| VIERGES AMERICAINES (ILES) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |
| VIERGES BRITANNIQUES (ILES) | A | A | A | A | (1) | A | A | L | A |

ANNEXE 1

ETATS PARTIES A LA CONVENTION DE LA HAYE DU 5 OCTOBRE 1961

| Pays | Date d'entrée en vigueur |
|---|---|
| Afrique du Sud | 30 avril 1995 |
| Albanie | 9 mai 2004 |
| Allemagne | 13 février 1966 |
| Andorre | 31 décembre 1996 |
| Antigue et Barbude | 1er novembre 1981 |
| Arabie Saoudite | 7 décembre 2022 |
| Argentine | 18 février 1988 |
| Arménie | 14 août 1994 |
| Australie | 16 mars 1995 |
| Autriche | 13 janvier 1968 |
| Azerbaïdjan | 2 mars 2005 |
| Bahamas | 10 juillet 1973 |
| Bahreïn | 31 décembre 2013 |
| Barbade | 31 mai 1996 |
| Belgique | 9 février 1976 |
| Belize | 11 avril 1993 |
| Biélorussie | 1er janvier 1993 |
| Bolivie | 7 mai 2018 |
| Bosnie Herzégovine | 15 novembre 1993 |
| Botswana | 3 septembre 1969 |
| Brésil | 14 août 2016 |
| Brunei | 3 décembre 1987 |
| Bulgarie | 29 avril 2001 |
| Burundi | 13 février 2015 |
| Cap-Vert | 13 février 2010 |
| Chili | 30 août 2016 |
| Chine (<i>République populaire de</i>) : concerne Hong Kong et Macao | <i>Hong Kong</i> : 1 ^{er} juillet 1997 |
| | <i>Macao</i> : 20 décembre 1999 |
| Chine | 7 novembre 2023 |
| Chypre | 30 avril 1973 |
| Colombie | 30 janvier 2001 |
| Corée du Sud | 14 juillet 2007 |
| Costa Rica | 14 décembre 2011 |
| Croatie | 15 juin 1993 |
| Danemark | 29 décembre 2006 |
| Dominicaine (République) | 30 août 2009 |

| | |
|--|-------------------|
| Dominique (La) | 3 novembre 1978 |
| Equateur | 2 avril 2005 |
| Espagne | 27 octobre 1978 |
| Estonie | 30 septembre 2001 |
| Etats-Unis (1) | 15 octobre 1981 |
| Fidji | 10 mars 1971 |
| Finlande | 26 août 1985 |
| France | 24 janvier 1965 |
| Géorgie | 14 mai 2007 |
| Grèce | 18 mai 1985 |
| Grenade | 7 février 1974 |
| Guatemala | 18 septembre 2017 |
| Guyana (<i>République coopérative du</i>) | 18 avril 2019 |
| Honduras | 30 septembre 2004 |
| Hongrie | 18 janvier 1973 |
| Iles Cook | 30 avril 2005 |
| Inde | 14 juillet 2005 |
| Indonésie | 4 juin 2022 |
| Irlande | 9 mars 1999 |
| Islande | 27 novembre 2004 |
| Israël | 14 août 1978 |
| Italie | 11 février 1978 |
| Jamaïque | 3 juillet 2021 |
| Japon | 27 juillet 1970 |
| Kazakhstan | 30 janvier 2001 |
| Kirghizistan | 31 juillet 2011 |
| Kosovo | 15 mai 2016 |
| Lesotho | 4 octobre 1966 |
| Lettonie | 30 janvier 1996 |
| Libéria | 8 février 1996 |
| Liechtenstein | 17 septembre 1972 |
| Lituanie | 19 juillet 1997 |
| Luxembourg | 3 juin 1979 |
| Macédoine du Nord | 10 novembre 1993 |
| Malawi | 2 décembre 1967 |
| Malte | 3 mars 1978 |
| Marshall (Iles) | 14 août 1992 |
| Maroc | 14 août 2016 |
| Maurice | 3 septembre 1969 |
| Mexique | 14 août 1995 |
| Moldavie | 16 mars 2007 |
| Monaco | 31 décembre 2002 |
| Mongolie | 31 décembre 2009 |
| Monténégro | 3 juin 2006 |
| Namibie | 30 janvier 2001 |

| | |
|--|-------------------|
| Nicaragua | 14 mai 2013 |
| Niue | 2 mars 1999 |
| Norvège | 29 juillet 1983 |
| Nouvelle Zélande | 22 novembre 2001 |
| Oman | 30 janvier 2012 |
| Ouzbékistan | 15 avril 2012 |
| Pakistan | 9 mars 2023 |
| Palaos (<i>République des</i>) | 23 juin 2020 |
| Panama | 4 août 1991 |
| Paraguay | 30 août 2014 |
| Pays-Bas (2) | 8 octobre 1965 |
| Pérou | 30 septembre 2010 |
| Philippines | 14 mai 2019 |
| Pologne | 14 août 2005 |
| Portugal | 4 février 1969 |
| Roumanie | 16 mars 2001 |
| Royaume-Uni (3) | 24 janvier 1965 |
| Russie | 31 mai 1992 |
| Saint-Christophe-et-Nieves | 14 décembre 1994 |
| Saint-Marin | 13 février 1995 |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 2 mai 2002 |
| Sainte-Lucie | 31 juillet 2002 |
| Salvador | 31 mai 1996 |
| Samoa occidentales | 13 septembre 1999 |
| Sao Tomé et Príncipe | 13 septembre 2008 |
| Sénégal | 23 mars 2023 |
| Serbie | 24 janvier 1965 |
| Seychelles | 31 mars 1979 |
| Singapour | 16 septembre 2021 |
| Slovaquie | 18 février 2002 |
| Slovénie | 31 mai 1992 |
| Suède | 1er mai 1999 |
| Suisse | 11 mars 1973 |
| Surinam | 25 novembre 1975 |
| Swaziland | 16 février 1979 |
| Tadjikistan | 31 octobre 2015 |
| Tchèque (République) | 16 mars 1999 |
| Tonga | 2 août 1972 |
| Trinité-et-Tobago | 14 juillet 2000 |
| Tunisie | 30 mars 2018 |
| Turquie | 29 septembre 1985 |
| Ukraine | 22 décembre 2003 |
| Uruguay | 14 octobre 2012 |
| Vanuatu | 30 juillet 1980 |
| Vénézuéla | 16 mars 1999 |

(1) Avec extension aux territoires suivants : Guam, Mariannes du Nord, Porto-Rico, Samoa américaines, Vierges américaines (îles).

(2) Avec extension aux Antilles néerlandaises et à Aruba.

(3) avec extension aux territoires suivants : bailliage de Guernesey, Jersey et Ile de Man, Bermudes, Cayman (Iles), Falkland (Iles), Gibraltar, Montserrat, Anguilla (Iles), Saint-Hélène, Territoire antarctique britannique, Turques et caïques (iles), Vierges britanniques (Iles).

ANNEXE 2

ETATS PARTIES A LA CONVENTION EUROPEENNE DU 7 JUIN 1968

| Pays | Date d'entrée en vigueur |
|--------------------------------|---------------------------------|
| Allemagne | 19 septembre 1971 |
| Autriche | 10 juillet 1973 |
| Chypre | 14 août 1970 |
| Espagne..... | 11 septembre 1982 |
| Estonie..... | 17 juin 2011 |
| France | 14 août 1970 |
| Grèce | 23 mai 1979 |
| Irlande..... | 9 mars 1999 |
| Italie | 19 janvier 1972 |
| Liechtenstein | 7 février 1973 |
| Luxembourg | 30 juin 1979 |
| Moldavie | 31 août 2002 |
| Norvège | 20 septembre 1981 |
| Pays-Bas (1) | 10 octobre 1970 |
| Pologne..... | 12 avril 1995 |
| Portugal | 14 mars 1983 |
| Roumanie..... | 3 avril 2012 |
| Royaume-Uni (2) | 14 août 1970 |
| Russie | 9 mars 2021 |
| Suède | 28 décembre 1973 |
| Suisse..... | 20 novembre 1970 |
| République Tchèque..... | 25 septembre 1998 |
| Turquie | 23 septembre 1987 |

(1) Avec extension aux Antilles néerlandaises et à Aruba.

(2) Avec extension aux territoires suivants : Bailliage de Guernesey, Jersey et Ile de Man.

ANNEXE 3

CONVENTIONS BILATERALES PORTANT DISPENSE DE LEGALISATION

ALGERIE

Protocole judiciaire franco-algérien du 28 août 1962 (art. 36)
JO du 30 août 1962 p. 8506 (rect. le 17 août 1965) - en vigueur le 28 août 1962

ALLEMAGNE

Convention franco-allemande du 13 septembre 1971 (art. 1 à 4)
JO du 16 avril 1975 p. 3956 - en vigueur le 1er avril 1975

AUTRICHE

Convention franco-autrichienne d'entraide et de coopération judiciaire du 27 février 1979 (art. 3 et 17),
JO du 26 juin 1980 p. 1572 - en vigueur le 23 juin 1980

BELGIQUE

Convention franco-belge du 9 novembre 1981 (art. 1 à 3)
JO du 31 janvier 1982 p. 430 - en vigueur le 1er janvier 1982

BENIN

Accord franco-béninois du 27 février 1975 (art. 43)
JO des 9 et 10 janvier 1978 p. 258 - en vigueur le 1er janvier 1978

BOSNIE-HERZEGOVINE

Convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art. 1 et 5)
JO du 23 mai 2003 p. 8825 - en vigueur le 26 mars 2003

BRESIL

Convention franco-brésilienne du 28 mai 1996 (art. 23/24)
JO du 26 septembre 2000 p. 151-58 - en vigueur le 01 octobre 2000

BULGARIE

Convention franco-bulgare du 18 janvier 1989 (art. 23)
JO du 6 octobre 1989 p. 12547 - en vigueur le 1er octobre 1989

BURKINA FASO

Accord franco-burkinais du 24 avril 1961 (art. 21)
JO du 5 février 1962 p. 1261 - en vigueur le 30 août 1961

CAMEROUN

Accord franco-camerounais du 21 février 1974 (art. 22)
JO du 17 décembre 1975 p. 12895 - en vigueur le 1er décembre 1975

CENTRAFRIQUE

Accord franco-centrafricain du 18 janvier 1965 (art. 21)
JO du 19 mai 1967 p. 4916 - en vigueur le 31 janvier 1967

CHINE

Accord franco-chinois d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale du 4 mai 1987 (art. 2 et 26)
JO du 1er avril 1988 p. 4352 - en vigueur le 8 février 1988

CONGO (BRAZZAVILLE)

Convention franco-congolaise du 1er janvier 1974 (art. 37)
JO du 10 février 1982 p. 514 - en vigueur le 1er novembre 1988

COTE D'IVOIRE

Accord franco-ivoirien du 24 avril 1961 (art. 21)

JO du 5 février 1962 p. 1261 - en vigueur le 4 septembre 1961

CROATIE

Echange de lettres franco-croate des 9 octobre et 12 octobre 1995, maintenant en vigueur

La convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art. 5 - JO du 3 novembre 1970, p. 10145), en vigueur le 12 octobre 1995 - JO du 13 août 1996 p. 12279

DJIBOUTI

Convention franco-djiboutienne du 27 septembre 1986 (art. 59)

JO du 21 août 1992 p. 11380 - en vigueur le 1er août 1992

EGYPTE

Convention franco-égyptienne du 15 mars 1982 (art. 42)

JO du 19 juillet 1983 p. 2222 - en vigueur le 8 juillet 1983

GABON

Convention franco-gabonaise du 23 juillet 1963 (art. 19)

JO du 2 mars 1965 p. 1724 - en vigueur le 15 décembre 1964

HONGRIE

Convention franco-hongroise du 31 juillet 1980 (art. 17)

JO du 12 février 1982, p. 550 - en vigueur le 1er février 1982

KIRIBATI

Déclaration de succession au Royaume Uni du 23 mars 1982, notamment pour l'accord franco-britannique du 3 avril 1937 (art. 1er) (JO du 30 mai 1937, p. 5899)

Cette succession a pris effet le 12 juillet 1979

LUXEMBOURG

Déclaration franco-luxembourgeoise du 27 mars 1923 (art. 1er)

JO du 1er juin 1923 p. 5216 - en vigueur le 1er juillet 1923

MACEDOINE DU NORD

Echange de lettres franco-macédonien du 14 décembre 1995, maintenant en vigueur la convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art. 5 - JO du 3 novembre 1970, p. 10145), en vigueur le 15 décembre 1995 - JO du 20 août 1996, p. 12534

MADAGASCAR

Convention franco-malgache du 4 juin 1973 (art. 26)

JO du 30 juillet 1975 p. 7708

en vigueur le 19 mars 1975

MALI

Accord franco-malien du 9 mars 1962 (art. 24)

JO du 10 juillet 1964 p. 6123

en vigueur le 14 janvier 1964

MAROC

Protocole additionnel franco-marocain du 10 août 1981 (art. 3)

JO du 19 décembre 1981 p. 3459

en vigueur le 10 août 1981

MAURITANIE

Accord franco-mauritanien du 19 juin 1961 (art. 21)

JO du 6 février 1962 p. 1330 (rect. aux JO des 20/02/1962 p. 1763 et 23/12/1983 p. 3701), en vigueur le 14 novembre 1961

MONACO

Convention franco-monégasque du 21 septembre 1949 (art. 27)

JO du 2 avril 1953 p. 3121

en vigueur le 22 décembre 1952

MONGOLIE

Convention franco-mongole du 27 février 1992 (art.22)
JO du 24 mars 1994 p. 4471
en vigueur le 1er octobre 1993

MONTENEGRO

Convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art.1 et 5)
JO du 23 mai 2003 p.8825
En vigueur le 26 mars 2003

NIGER

Convention franco-nigérienne du 19 février 1977 (art. 37)
JO du 26 avril 1980 p. 1068
en vigueur le 21 février 1980

PORTUGAL

Convention franco-portugaise du 20 juillet 1983 (art. 25)
JO du 14 octobre 1984, p. 3222
en vigueur le 1er octobre 1984

ROUMANIE

Convention franco-roumaine du 5 novembre 1974 (art. 10)
JO du 17 novembre 1975 p.11791
en vigueur le 1er septembre 1975

ROYAUME UNI

Accord franco-britannique du 3 avril 1937 (art. 1er)
JO du 30 mai 1937 p. 5899 - en vigueur le 3 juin 1937

SAINT MARIN

Convention franco-sanmarinoise du 25 mai 1967 (art. 22)
JO du 15 mars 1969 p. 2660
en vigueur le 19 février 1969

SENEGAL

Convention franco-sénégalaise du 29 mars 1974 (art. 35)
JO du 30 novembre 1974 p. 6868
en vigueur le 1er septembre 1974

SERBIE

La convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art.1 et 5)
JO du 23 mai 2003 p.8825
En vigueur le 26 mars 2003

SLOVAQUE (République)

Echange de lettres franco-slovaque du 7 août 1996
maintenant en vigueur la convention franco-tchécoslovaque du 10 mai 1984 (art. 18)
(JO du 21 juillet 1985 p. 8287)
en vigueur le 7 août 1996 - JO du 23 septembre 1998 p. 14515

SLOVENIE

Echange de lettres franco-slovène des 28 mars et 25 mai 1994, maintenant en vigueur
la convention franco-yougoslave du 29 octobre 1969 (art. 5 - JO du 3 novembre 1970
p. 10145)
en vigueur le 25 mai 1994 - JO du 22 mars 1996 p. 4442

SUISSE

Déclaration franco-suisse du 3 décembre 1937
JO du 29 décembre 1937 p. 14339
en vigueur le 1er janvier 1938

TCHAD

Accord franco-tchadien du 6 mars 1976 (art. 24)

JO du 30 avril 1978 p. 1919

en vigueur le 1er mars 1978

TCHEQUE (République)

Echange de lettres franco-tchèque des 16 mai et 19 juin 1995, maintenant en vigueur la convention franco-tchécoslovaque du 10 mai 1984 (art. 18 - JO du 21 juillet 1985 p. 8287)

en vigueur le 19 juin 1995 - JO du 23 septembre 1998 p. 14518

TOGO

Convention franco-togolaise du 23 mars 1976 (art. 25)

JO du 25 février 1982 p. 657

en vigueur le 1er septembre 1981

TUNISIE

Convention franco-tunisienne du 28 juin 1972 (art. 3)

JO du 20 juillet 1973 p. 7886

en vigueur le 1er mars 1973

VIETNAM

Convention franco-vietnamienne du 24 février 1999 (art.25 et art.26)

JO du 26 mai 2001 p.8425

en vigueur le 01 mai 2001

ANNEXE 4

ETATS PARTIES A LA CONVENTION CIEC DU 26 SEPTEMBRE 1957

Dispense de légalisation concernant les actes d'état civil suivants :

- actes de naissance, reconnaissance, mariage, décès
- actes de divorce / transcriptions des jugements / arrêts de divorce
- transcriptions des ordonnances / jugements / arrêts en matière d'état civil

| Pays | Date d'entrée en vigueur |
|---|-------------------------------|
| Allemagne | 24 décembre 1961 |
| Autriche | 1 ^{er} octobre 1965 |
| Belgique | 12 juin 1966 |
| France | 03 janvier 1960 |
| Italie..... | 07 décembre 1968 |
| Luxembourg | 13 juillet 1960 |
| Pays-Bas (avec extension aux Antilles néerlandaises et à Aruba)..... | 03 janvier 1960 |
| Portugal | 27 février 1982 |
| Suisse..... | 1 ^{er} décembre 1960 |
| Turquie | 14 mars 1963 |

ANNEXE 5

ETATS PARTIES A LA CONVENTION CIEC DU 15 SEPTEMBRE 1977

Dispense de documents :

- d'état civil
- de capacité / situation familiale
- de nationalité
- de domicile / résidence
- en vue de célébration du mariage

| Pays | Date d'entrée en vigueur |
|------------------|--------------------------|
| Autriche | 01 juillet 1982 |
| Espagne | 01 mai 1981 |
| France | 01 août 1982 |
| Grèce | 01 juin 2014 |
| Italie | 01 mars 1982 |
| Luxembourg | 01 novembre 1981 |
| Pays-Bas | 01 mai 1981 |
| Pologne | 01 juin 2003 |
| Portugal | 01 février 1985 |
| Turquie | 01 août 1987 |

ANNEXE 6

ETATS PARTIES A LA CONVENTION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES DU 25 MAI 1987

| Pays | Date d'entrée en vigueur |
|--|---------------------------------|
| Belgique | 16 mars 1997 |
| Danemark (sauf Groenland et Feroe) | 26 octobre 1989 |
| Estonie..... | 19 septembre 2013 |
| France | 12 mars 1992 |
| Italie | 11 janvier 1991 |
| Irlande | 8 mars 1999 |
| Lettonie..... | 31 octobre 2010 |

ANNEXE 7

ETATS PARTIES AU REGLEMENT (UE) 2016/1191 DU PARLEMENT EUROPEEN ET DU CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE DU 6 JUILLET 2016,

visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union européenne et modifiant le règlement (UE) 1024/2012

Parution au J.O. de l'U.E. n° L 200 du 26 juillet 2016

Entrée en vigueur le 16 février 2019

Dispense de légalisation concernant les actes suivants :

- les documents émanant d'une juridiction ou d'un fonctionnaire de justice ;
- les documents administratifs ;
- les actes notariés ;
- les déclarations officielles apposées sur des actes sous seing privé ;
- les documents diplomatiques et consulaires.

Se rapportant aux faits suivants :

- la naissance ;
- le décès ;
- le fait d'être en vie ;
- le nom ;
- le mariage, la capacité à mariage et la situation matrimoniale ;
- le divorce, la séparation de corps et l'annulation du mariage ;
- le partenariat enregistré, la capacité à conclure un partenariat enregistré et le statut de partenariat enregistré ;
- la dissolution du partenariat enregistré, la séparation de corps ou l'annulation d'un partenariat enregistré ;
- la filiation ou l'adoption ;
- le domicile et/ou la résidence ;
- la nationalité ;
- l'absence de casier judiciaire ;
- le fait d'être candidat ou de voter aux élections au Parlement européen ou à une élection municipale dans un autre État membre.

| Pays | Date d'entrée en vigueur |
|--------------------------|--------------------------|
| Allemagne | 16 février 2019 |
| Autriche | |
| Belgique | |
| Bulgarie | |
| Chypre | |
| Croatie | |
| Danemark | |
| Espagne | |
| Estonie | |
| Finlande | |
| France | |
| Grèce | |
| Hongrie | |
| Irlande | |
| Italie | |
| Lettonie | |
| Lituanie | |
| Luxembourg | |
| Malte | |
| Pays-Bas | |
| Pologne | |
| Portugal | |
| République Tchèque | |
| Roumanie | |
| Royaume-Uni | |
| Slovaquie | |
| Suède | |

ANNEXE 8

DECRET N°2020-1370 DU 10 NOVEMBRE 2020, relatif à la légalisation des actes publics établis par une autorité étrangère

Parution au J.O. n°0275 du 13 novembre 2020

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021

En application du 1° de l'article 4 du décret précité, les Etats pour lesquels les services consulaires français ne sont pas en mesure de procéder à la légalisation des actes publics qu'ils émettent sont les suivants :

- République de Guinée ;
- République d'Angola ;
- Union des Comores.